



ERRATUM

**Sous-commission paritaire de l'industrie des
carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel
ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de
Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur**

**CCT n° 130081/CO/102.05
du 30/09/2015**

Correction du texte néerlandais :

- Au dernier alinéa de l'article 9, le texte doit être corrigé comme suit : "Voor de stelsels van werkloosheid met bedrijfstoelage worden de persoonlijke sociale bijdragen die moeten worden ingehouden op het bruto referentieloon dat dient om het bedrag te bepalen van de bedrijfstoelage **berekend op basis van 100 pct. van het loon in plaats van 108 pct.**"

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor het bedrijf der
porseleinaarde- en zandgroeven welke in
openlucht geëxploiteerd worden in de
provincies Waals-Brabant, Henegouwen,
Luik, Luxemburg en Namen**

**CAO nr. 130081/CO/102.05
van 30/09/2015**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In het laatst lid van artikel 9, moet de tekst als volgt verbeterd worden : "Voor de stelsels van werkloosheid met bedrijfstoelage worden de persoonlijke sociale bijdragen die moeten worden ingehouden op het bruto referentieloon dat dient om het bedrag te bepalen van de bedrijfstoelage **berekend op basis van 100 pct. van het loon in plaats van 108 pct.**"

Beslissing van

28 -07- 2016

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Convention collective de travail du 30 septembre 2015

Instauration d'un régime de chômage avec complément d'entreprise conventionnel à 58 ans (système 33/20)

CHAPITRE Ier. Champ d'application

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Par "travailleurs" on entend : les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. Dispositions

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 30 décembre 2014, et des conventions collectives de travail n° 111 fixant, pour 2015 et 2016, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, et n° 112 fixant, à titre interprofessionnel pour 2015 et 2016, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail, conclues le 27 avril 2015 par le conseil national du travail.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise (Moniteur belge du 8 juin 2007), le principe de l'application d'un régime de chômage avec complément d'entreprise est admis dans le présent secteur pour le personnel qui opte pour cette formule qui atteindra ou a déjà atteint l'âge de 58 ans entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2016 et qui a travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit tel que prévu à l'article 1er de la convention collective de travail numéro 46, conclue le 23 mars 1990 au sein du Conseil national du travail, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 1990.

Art. 4. a) L'âge de la prépension des travailleurs qui peuvent se prévaloir de 33 ans de passé professionnel en tant que salarié, calculés conformément à l'article 114, § 4, alinéa deux de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif aux allocations de chômage, est ramené à 58 ans à partir du 1er janvier 2015.

b) Pour les modalités d'application de cette carrière professionnelle, l'assimilation des périodes de chômage complet est limitée à un maximum de 5 ans.

Art. 5. L'application des diverses dispositions prévues aux articles 3 et 4 précités est cependant soumise aux conditions suivantes :

- a) le régime de chômage avec complément d'entreprise à 58 ans sera accordé pour autant que le travailleur puisse justifier d'un passé professionnel de 33 ans, périodes d'assimilation comprises ;
- b) pour le travailleur entrant dans le régime de chômage avec complément d'entreprise à 58 ans dans les conditions reprises sous a), il sera octroyé une indemnité complémentaire jusqu'à l'âge de 65 ans ;
- c) le travailleur qui bénéficie d'un régime de chômage avec complément d'entreprise sera remplacé suivant les dispositions légales.

Art. 6. Complément patronal

Le montant net mensuel de référence est calculé sur base du salaire brut annuel augmenté de la quote-part patronale mensuelle moyenne des chèques-repas brute et diminué des cotisations personnelles d'Office national de sécurité sociale et de précompte professionnel, conformément à la convention collective de travail n° 17, conclue au sein du Conseil national du travail.

Art. 7. Le système de chômage avec complément d'entreprise conventionnel à 58 ans est facultatif.

L'employeur s'engage à proposer en temps utile le régime de chômage avec complément d'entreprise au travailleur susceptible d'en bénéficier.

Art. 8. Le départ en chômage avec complément d'entreprise est assimilé à un départ naturel.

Art. 9. En application des articles 4bis, 4ter et 4quater de la convention collective de travail n° 17, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 17tricies du 19 décembre 2006, le droit au complément d'entreprise accordé aux travailleurs licenciés dans le cadre de la présente convention collective de travail est maintenu à charge du dernier employeur, lorsque ces travailleurs reprennent le travail comme salarié auprès d'un employeur autre que celui qui les a licenciés et n'appartenant pas à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.

Le droit au complément d'entreprise accordé aux travailleurs licenciés dans le cadre de la présente convention collective de travail est également maintenu à charge du dernier employeur, en cas d'exercice d'une activité indépendante à titre principal à condition que cette activité ne soit pas exercée pour le compte de l'employeur qui les a licenciés ou pour le compte d'un employeur appartenant à la même unité technique d'exploitation que l'employeur qui les a licenciés.

Les travailleurs visés dans le présent article conservent le droit au complément d'entreprise une fois qu'il a été mis fin à leur occupation dans les liens d'un contrat de travail ou à l'exercice d'une activité indépendante à titre principal. Ils fournissent dans ce cas à leur dernier employeur (au sens du premier paragraphe du présent article) la preuve de leur droit aux allocations de chômage.

Dans le cas visé au paragraphe précédent, les travailleurs ne peuvent cumuler le bénéfice de deux ou plusieurs régimes de chômage avec complément d'entreprise. Quand ils se trouvent dans les conditions pour bénéficier de plusieurs régimes de chômage avec complément d'entreprise, ils conservent le bénéfice de celui accordé par l'employeur qui les a licenciés (au sens du premier paragraphe du présent article).

Pour les régimes de chômage avec complément d'entreprise, les cotisations sociales personnelles à déduire du salaire brut de référence servant à déterminer le montant du complément d'entreprise seront calculées sur le salaire à 100 p.c. au lieu de 108 p.c..

CHAPITRE III. *Validité*

Art. 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2016.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 september 2015

Invoering van een conventioneel stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage op 58 jaar (stelsel 33/20)

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Onder "werknemers" verstaat men de mannelijke en vrouwelijke arbeiders.

HOOFDSTUK II. Bepalingen

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage, zoals laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 30 december 2014, en van de door de nationale arbeidsraad op 27 april 2015 gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 111, tot vaststelling, voor 2015 en 2016, van de voorwaarden voor de toekenning van een bedrijfstoelage in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage voor sommige oudere werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep of die hebben gewerkt in het bouwbedrijf en arbeidsongeschikt zijn, en nr. 112, tot vaststelling op interprofessioneel niveau, voor 2015 en 2016, van de leeftijd vanaf welke een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage kan worden toegekend aan sommige oudere werknemers die worden ontslagen en die 20 jaar hebben gewerkt in een regeling van nachtarbeid, die hebben gewerkt in een zwaar beroep of die hebben gewerkt in het bouwbedrijf en arbeidsongeschikt zijn.

Art. 3. Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage (Belgisch Staatsblad van 8 juni 2007), wordt het principe van de toepassing van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage in deze sector toegestaan voor de personeelsleden die voor deze formule opteren die tussen 1 januari 2015 en 31 december 2016 de leeftijd van 58 jaar bereiken en die minstens 20 jaar gewerkt hebben in een arbeidsregeling voor ploegenarbeid met nachtprestaties zoals bepaald in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nummer 46, gesloten op 23 maart 1990 in de schoot van de Nationale Arbeidsraad en bij koninklijk besluit algemeen verbindend verklaard op 10 mei 1990.

Art. 4. a) De brugpensioenleeftijd van de werknemers die een beroepsverleden van 33 jaar als loontrekkende kunnen laten gelden, berekend overeenkomstig artikel 114, § 4, 2de lid van het koninklijk besluit van 25 november 1991 betreffende de werkloosheidsuitkeringen, wordt vanaf 1 januari 2015 op 58 jaar vastgesteld.

b) Voor de toepassingsregels van deze beroepsloopbaan, wordt de gelijkstelling van de volledige werkloosheidsperiodes beperkt tot maximaal 5 jaar.

Art. 5. De toepassing van de verschillende bepalingen bedoeld in voormelde artikelen 3 en 4 is evenwel aan de volgende voorwaarden onderworpen :

- a) Het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag op 58 jaar wordt toegekend voor zover de werknemer 33 jaar beroepsverleden kan aantonen, de gelijkgestelde periodes inbegrepen;
- b) Aan de werknemer die toetreedt tot het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag op 58 jaar onder de voorwaarden vermeld onder a), wordt tot de leeftijd van 65 jaar een aanvullende vergoeding toegekend;
- c) De werknemer, die van een systeem van werkloosheid met bedrijfstoeslag geniet, zal vervangen worden conform de wettelijke bepalingen.

Art. 6. Werkgeverstoeslag

Het netto maandelijks refertebedrag wordt berekend op basis van het bruto jaarloon vermeerderd met het gemiddeld bruto werkgeversaandeel in de maaltijdcheques en verminderd met de persoonlijke Rijksdienst voor Sociale Zekerheidsbijdragen en bedrijfsvoorheffing, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nummer 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Art. 7. Het conventionele stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag op 58 jaar is facultatief.

De werkgever verbindt er zich toe om te gelegener tijd de werkloosheid met bedrijfstoeslag voor te stellen aan de werknemer die er recht op heeft.

Art. 8. De uitstroom via het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag wordt gelijkgesteld met een natuurlijke uitstroom.

Art. 9. Op de grond van de artikelen 4bis, 4ter en 4quater van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gewijzigd door collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17tricies van 19 december 2006, wordt het recht op de bedrijfstoelage, toegekend aan de werknemers die ontslagen werden in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst behouden ten laste van de vorige werkgever, wanneer deze werknemers het werk als loontrekkende hervatten bij een andere werkgever dan die welke hen ontslagen heeft en die niet behoort tot dezelfde technische bedrijfseenheid als de werkgever die hen ontslagen heeft.

Het recht op de bedrijfstoelage toegekend aan de werknemers die ontslagen zijn in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt eveneens behouden ten laste van de vorige werkgever in geval van uitoefening van een zelfstandige hoofdactiviteit, op voorwaarde dat deze activiteit niet uitgeoefend wordt voor rekening van de werkgever die hen ontslagen heeft of voor rekening van een werkgever die behoort tot dezelfde technische bedrijfseenheid als de werkgever die hen ontslagen heeft.

De werknemers bedoeld in dit artikel behouden het recht op de bedrijfstoelage zodra een einde werd gemaakt aan hun tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst of aan de uitoefening van een zelfstandige hoofdactiviteit. In dit geval leveren zij hun vorige werkgever (in de zin van het eerste lid van dit artikel) het bewijs van hun recht op werkloosheidsuitkeringen.

In het geval bedoeld in het vorige lid mogen werknemers geen twee of meer stelsels werkloosheid met bedrijfstoelage cumuleren. Wanneer zij in aanmerking komen om verscheidene stelsels werkloosheid met bedrijfstoelage te genieten, behouden zij het recht op het stelsel dat toegekend werd door de werkgever die hen ontslagen heeft (in de zin van het eerste lid van dit artikel).

Voor de stelsels van werkloosheid met bedrijfstoelage worden de persoonlijke sociale bijdragen die moeten worden ingehouden op het bruto referentieloon dat dient om het bedrag te bepalen van de bedrijfstoelage ~~108 pct. in plaats van op basis van 100 pct. van het loon berekend.~~

berekend op basis van 100 pct. van het loon in plaats van 108 pct.

HOOFDSTUK III. Geldigheid

Art. 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2016.